



NOUVELLES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ALLEMAGNE : QUELS ENJEUX POUR LE MALI ?

INTRODUCTION

Le Mali, confronté à de multiples crises – insécurité alimentaire, conflits armés, instabilité politique, déplacements de populations, chocs climatiques – dépend fortement de l'aide internationale, principalement mise en œuvre par les organisations non gouvernementales (ONG) et les institutions multilatérales pour atteindre les populations vulnérables. Parmi les partenaires techniques et financiers, l'Allemagne est le premier contributeur européen, notamment dans l'aide au développement¹. De nombreux projets sont financés par le ministère fédéral des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt), compétent pour l'aide humanitaire d'urgence et la protection civile à l'étranger, et par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)², responsable de la coopération au développement.

Certains programmes, dits « projets chapeau », bénéficient d'un financement conjoint des deux ministères, combinant interventions humanitaires (nutrition, accès à l'eau), initiatives de développement (création d'activités génératrices de revenus) et actions de cohésion sociale.

Cette étude analyse l'aide allemande, dans ses différentes formes, qui parvient aux populations bénéficiaires par l'intermédiaire des ONG.

Comme plusieurs gouvernements européens, l'Allemagne a réduit son budget d'aide au développement³. Cette note d'analyse alerte sur les conséquences de ces réorientations pour le Mali, pays pivot du Sahel central, où 6,4 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire en 2025⁴. Depuis cette année, le Mali n'est plus éligible à l'aide de transition pour le développement du BMZ, mécanisme destiné aux contextes fragiles et axé sur le renforcement de la résilience des populations et des structures locales. S'appuyant sur les données de l'OCHA, sur des recherches relatives au nexus humanitaire-développement-paix (HDP), ainsi que sur des entretiens avec des acteurs humanitaires et des représentants du BMZ et du ministère des Affaires étrangères, cette recherche montre que la baisse de l'aide allemande au Mali risque de fragiliser les acquis et d'accroître les risques d'instabilité régionale, de migration irrégulière et de perte d'influence allemande au profit d'acteurs concurrents (Russie, Chine...).

¹ L'Allemagne a également contribué, par des moyens humains et financiers, aux missions civiles et militaires, comme la MINUSMA ou EUTM. ² BMZ, Liste des pays et informations spécifiques pour un éventuel financement de projet KWI/UH 2025, Country list and country-specific information for possible KWI/UH Project Funding 2025 (document interne non publié). ³ OCDE, *Réductions de l'aide publique au développement*, 25 juillet 2025. ⁴ OCHA, *Mali : Besoins humanitaires et plan de réponse 2025*, janvier 2025.

1 L'AIDE ALLEMANDE AU MALI

L'Allemagne contribue à hauteur de 18,5 millions de dollars en 2025 (15,3 % du Plan de réponse humanitaire)⁵. Le montant de l'assistance humanitaire allemande au Mali a cependant chuté de 43,7 % entre 2022 (50,98 M\$) et 2024 (19,63 M\$). En 2025, le gouvernement allemand a annoncé des coupes substantielles, motivées par des priorités domestiques, notamment l'augmentation des dépenses militaires et la gestion des crises nationales. Le budget 2025 réduit de 53% l'enveloppe humanitaire globale, passant de 2,23 milliards à 1,04 milliard d'euros (Südhoff, 2024). Cette baisse s'inscrit ainsi dans la continuité des réductions déjà effectuées en 2023 et 2024. Elle affectera l'ensemble des pays bénéficiaires, mais le Mali sera particulièrement touché, en raison de sa forte dépendance de l'Allemagne et d'une plus faible présence d'autres bailleurs humanitaires. Par ailleurs, la France a suspendu son aide publique au développement au Mali en 2022, suivie par la Suède en 2024. Plus récemment, les programmes financés par l'USAID ont été suspendus. La Belgique et le Luxembourg envisagent également de mettre fin à plusieurs projets (Fualdes et al., 2025).

Tableau 1 : Tableau comparatif de l'aide allemande (2022, 2023, et 2024) allouée au Mali dans le cadre du Plan de réponse humanitaire

Année 2022			Année 2023		Année 2024	
Montant total des besoins selon le PRH : US\$ 685.7 M.			Montant total des besoins selon le PRH : US\$ 751.5 M.		Montant total des besoins selon le PRH : US\$ 701.6 M.	
Source du financement	Montant du financement US\$	% du financement du plan coordonné	Montant du financement US\$	% du financement du plan coordonné	Montant du financement US\$	% du financement du plan coordonné
USA (gouv.)	79 469 801	26.5 %	78 855 294	33.8 %	122 661 184	43.9 %
Allemagne (gouv.)	50 983 071	17 %	28 656 078	12.3 %	19 634 369	7 %
Commission UE	50 980 542	17 %	38 911 460	16.7 %	30 187 569	10,8 %
Suède (gouv.)	15 026 725	5 %	7 655 227	3.3 %	7 581178	2,7 %
Danemark (gouv.)	13 456 631	4.5 %	3 831 448	1.6 %	977 583	0,3 %
France (gouv.)	12 582 417	4.2 %	5 184 723	2.2 %	5 422 245	1,9 %
Canada (gouv.)	8 45 ,618	2.8 %	3 008 792	1.3 %	4 205 355	1,5 %
Suisse (gouv.)	5 597 391	1.9 %	2,867,315	1.2 %	5 352 015	1,9 %
Royaume U. (gouv.)	4 297 619	1.4 %	2 870 733	1.2 %	7 450 804	2,7 %
Belgique (gouv.)	4 259 996	1.4 %	3 984 610	1.7 %	6 019 200	2,2 %
Norvège (gouv.)	3 285 093	1.1 %	7 471 243	3.2 %	4 964 361	1,8 %

Source : FTS-UNOCHA – [Plan de réponse humanitaire 2022, 2023, et 2024](#)

À la mi-octobre 2025, seuls 13,7 % du Plan de réponse humanitaire ont été financés, soit 105,7 millions de dollars sur les 771,3 millions nécessaires. L'Allemagne reste en tête des gouvernements donateurs (voir tableau 2), soulignant son importance pour le Mali.

⁵ Données OCHA du 22 octobre 2025 (<https://fts.unocha.org/plans/1222/donors>)

Tableau 2 : Évolution du financement de l'aide allouée au Mali pour l'année en cours (2025) dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire

Année 2025 (en cours)		
Montant total des besoins selon le PRH : US\$ 685.7 M.		
Source du financement	Montant du financement US\$	% du financement du plan coordonné
Commission Européenne (service d'aide humanitaire et de protection civile)	24 341 297	20 %
Allemagne (Gouvernement)	18 509 388	15,3 %
Italie (Gouvernement)	11 315 105	9,3 %
USA (Départ. d'État)	5 291 056	4,4 %
USA (Gouvernement)	17 664 167	14,6%
Agence suédoise de coop. intern. au dev. (SIDA)	4 053 845	3,3 %
France (Gouvernement)	2 341 920	1,9 %
Total des financements entrants / 771.3 millions	121 millions de dollars	15,7 %

Source : UNOCHA – [Plan de réponse Humanitaire 2025](#) – consulté le 22 octobre 2025.

Les fonds allemands soutiennent les secteurs clés : infrastructures d'eau, hygiène et assainissement, ; lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, incluant des initiatives agricoles résilientes ; adaptation au changement climatique ; gouvernance locale et renforcement institutionnel, notamment pour réduire les tensions communautaires⁶. L'Allemagne utilise divers canaux pour acheminer son aide au Mali. L'ambassade à Bamako accorde un appui direct aux ONG et associations maliennes pour des projets à petite échelle (20 000 à 25 000 euros) dans les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture, le climat, l'environnement, les infrastructures (eau, assainissement, énergie) et la culture⁷. La GIZ, agence fédérale allemande de coopération au développement, gère des programmes d'envergure, en partenariat avec des ONG nationales et locales. Le gouvernement allemand soutient aussi des programmes menés par des ONG internationales (IRC, Welthungerhilfe, Oxfam, Caritas, DRC), et des agences des Nations unies (PNUD, UNHCR, OMS, PAM).

En outre, des projets relevant du nexus Humanitaire – Développement – Paix (HDP) – visant à coordonner l'aide humanitaire d'urgence, les actions de développement durable et les efforts de paix pour une réponse intégrée aux crises – sont financés principalement par le BMZ. Des organisations comme International Rescue Committee (IRC) et Welthungerhilfe (WHH) jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre de ces projets HDP, notamment dans la région de Mopti. Les fonds humanitaires octroyés par l'Allemagne au Mali ciblent prioritairement les zones les plus vulnérables, touchées par les conflits armés, l'insécurité et les déplacements internes, ainsi que les zones rurales difficiles d'accès. Cette aide se concentre principalement dans les régions centrales et septentrionales du pays.

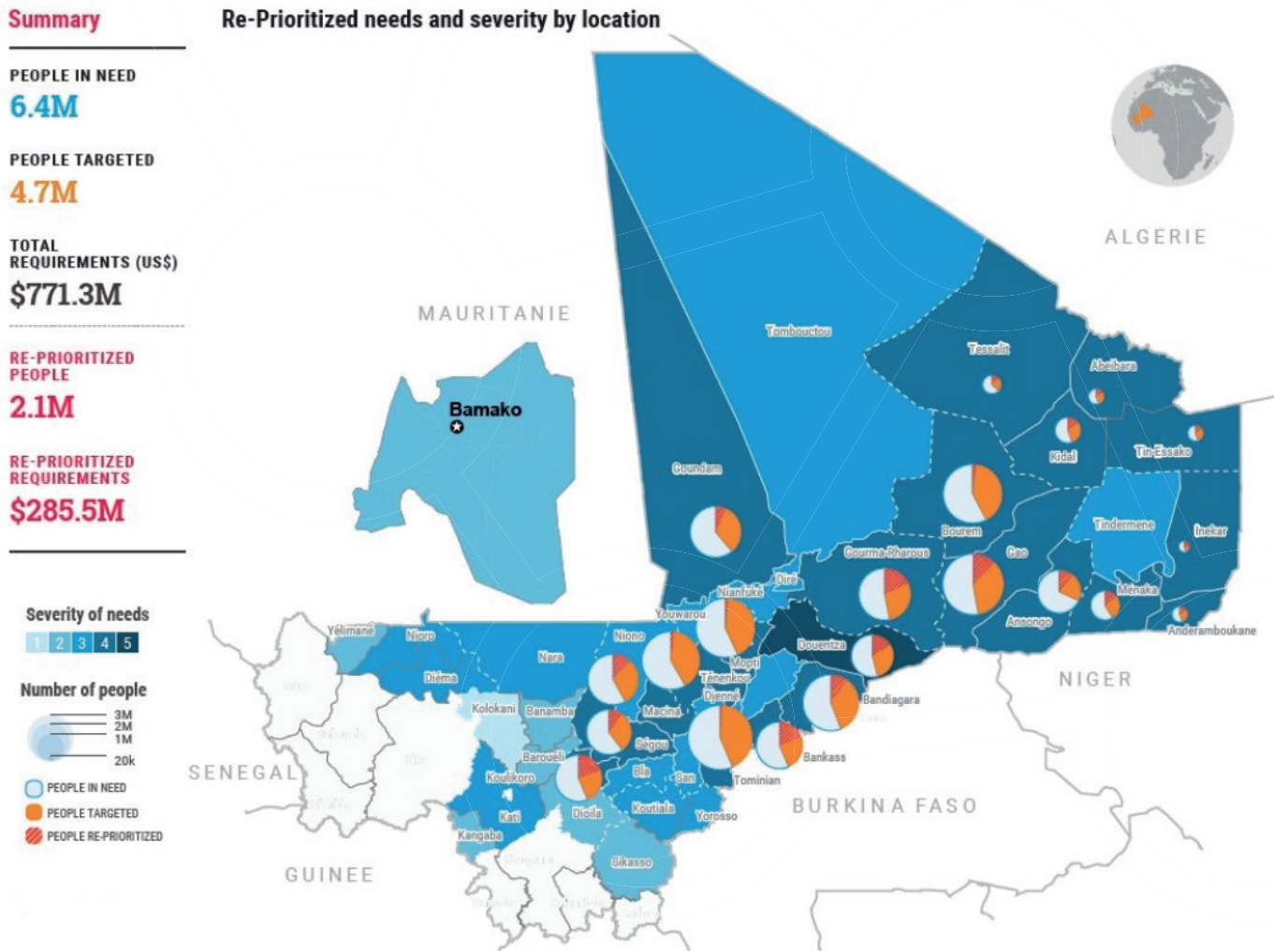
2 SITUATION HUMANAIRE DU MALI

Le Mali fait face à des crises multiples : certaines, de basse intensité, s'inscrivent dans la durée, tandis que d'autres, plus récentes, sont plus aiguës. La crise prolongée a fait émerger des dynamiques de conflits imbriquées : violences interethniques liées à la raréfaction des ressources naturelles, mouvements sécessionnistes dans le nord, violence djihadiste exploitant les tensions existantes, multiplication des groupes armés et faible présence de l'État. Ces facteurs ont exacerbé les besoins humanitaires et freiné le développement (Haidara, 2024). En 2025, 6,4 millions de personnes (27,7 % de la population) nécessitent une aide humanitaire et une protection (OCHA 2025).

⁶ Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, [L'aide de transition au développement, 2022](#). ⁷ Voir « [Les Microprojets de l'Ambassade d'Allemagne au Mali](#) ».

Carte 1 : Besoins humanitaires et gravité (ré)évalués par emplacement

MALI | Re-Prioritized HNRP At a glance



Source : UNOCHA, « [Mali : Re-prioritized HNRP At a Glance](#) », UNOCHA publications, 6 mai 2025.

La situation est critique dans le centre et le nord-est, où les contraintes d'accès et les déplacements multiples exacerbent les vulnérabilités. En 2024, seuls 40,3% des fonds requis dans le cadre du Plan d'intervention humanitaire (701,6 millions de dollars) avaient été obtenus (FTS-OCHA 2024), permettant d'assister environ 2,1 millions de personnes sur 4,1 millions ciblées⁹. La contribution de l'Allemagne, 19,6 millions de dollars, en fait le premier donateur européen.

Les récents développements sociopolitiques ont isolé le Mali de certains de ses partenaires occidentaux, notamment européens. Après le coup d'État du 24 mai 2021, les changements politiques majeurs opérés par le gouvernement de transition ont particulièrement affecté ses relations avec ses partenaires « traditionnels »⁹.

Toutefois, si le Mali n'est pas désigné comme priorité, l'Allemagne a fait du Sahel, avec la Corne de l'Afrique, l'une de ses deux régions prioritaires. Or, au sein du Sahel, le Mali occupe une position centrale : épicerie des crises sociopolitiques et sécuritaires régionales et carrefour stratégique des dynamiques transfrontalières, son évolution influence directement la stabilité et les perspectives de développement du Sahel.

3 ANALYSE DES CONSÉQUENCES POUR LE MALI

Les ONG jouent un rôle central : lorsqu'un besoin émerge dans une communauté, elles sont souvent sollicitées par les autorités locales avant les services gouvernementaux. Leurs domaines d'intervention sont variés : fourniture des besoins primaires (eau, nourriture, santé), mise en œuvre d'activités génératrices de revenus, activités de cohésion sociale et de résolution des conflits.

Des réductions supplémentaires de financements risquent de plonger le Mali dans une insécurité alimentaire et nutritionnelle aggravée. Depuis juin 2025, le pays figure parmi les zones en alerte maximale, où le risque d'insécurité alimentaire est jugé « urgent » par communauté internationale (Nations unies, 2025)¹⁰. Selon un interlocuteur du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, ces réductions affecteraient l'ensemble des programmes financés par l'Allemagne. Des priorités, encore non définies, devront être fixées. Pour le Mali, ces coupes réduiraient les programmes agricoles et nutritionnels, aggravant les risques de famine dans le nord et le centre, d'intensification des conflits autour des ressources naturelles, et d'amplification des déplacements. Avec 378 000 déplacés internes et 191 000 réfugiés (OCHA, 2025¹¹), les ONG financées par l'Allemagne assurent des services essentiels l'eau, la santé et la protection. La baisse de ce soutien limiterait l'accès aux services de base, y compris pour les victimes de violences basées sur le genre.

Le maintien de l'aide est donc crucial. De nombreux jeunes participent aux programmes d'ONG. Dans la région de Mopti, IRC s'appuie sur des équipes locales. Dans la région de Bandiagara, la Welthungerhilfe (WHH) recrute des jeunes comme animateurs endogènes. D'autres bénéficient d'activités génératrices de revenus (AGR) ou de programmes temporaires comme le cash for work (argent contre travail) de WHH, dont les revenus permettent parfois de démarrer une AGR, comme le petit commerce ou l'élevage. Ces AGR, conçues pour favoriser l'autonomie financière, seraient compromises par l'arrêt ou la diminution des financements, augmentant la précarité économique des jeunes.

CONCLUSION

La réduction de l'aide allemande au Mali, sans mesures compensatoires, risque d'accélérer une spirale de vulnérabilité et d'instabilité, avec des répercussions régionales. Cependant, par des actions ciblées, l'Allemagne pourrait en atténuer les effets tout en maintenant son rôle de leader dans le développement international. En tenant compte des recommandations ci-dessous, l'Auswärtiges Amt et le BMZ non seulement protégeront les populations vulnérables, mais renforceront aussi la sécurité européenne durablement. Il est impératif d'agir dès à présent pour transformer cette contrainte budgétaire en opportunité de réforme et d'innovation.

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT ALLEMAND

Les réorientations, notamment financières, de l'aide au développement doivent permettre d'en repenser les mécanismes afin de renforcer la durabilité de leurs effets et de favoriser l'autonomisation des communautés bénéficiaires. Un levier essentiel pour réduire la dépendance des communautés maliennes à l'aide extérieure réside dans un investissement dans leur autonomisation économique et sociale. Cela suppose d'agir simultanément sur plusieurs dimensions, susceptibles d'atténuer les impacts négatifs pour le Mali, tout en respectant les contraintes budgétaires :

• Prioriser les financements pour le Mali dans le nouveau budget

Il est nécessaire de maintenir en priorité le soutien aux organisations opérant au Mali, où la situation de fragilité demeure particulièrement critique. Cela pourrait passer par la réinscription du Mali sur la liste des pays éligibles à l'aide de transition au développement du BMZ. Par ailleurs, en renforçant la coopération multilatérale, via l'Alliance Sahel, l'Union européenne ou les Nations unies

⁹ Voir le Plan de réponse humanitaire 2024. ⁹ Ba Fatou Élise, *L'aide publique et humanitaire de la France n'est plus la bienvenue au Mali*, IRIS ; 16 février 2023.

¹⁰ ONU Info, *Faim : Gaza, Haïti, Soudan, Soudan du Sud, et Mali placés en alerte maximale*, 16 juin 2025. ¹¹ OCHA, Mali : *Besoins humanitaires et plan de réponse 2025*, janvier 2025.

¹² *How can the HDP Nexus Succeed ?*

pour préserver leur engagement dans la région, l'Allemagne améliorerait la coordination des efforts multilatéraux existants, sans nécessairement en augmenter le budget.

• **Réinscrire le Mali sur la liste des pays éligibles à l'aide transitoire au développement du BMZ**

L'aide de transition au développement du BMZ est un instrument de coopération spécifique qui fait le pont entre aide humanitaire d'urgence et la coopération au développement à long terme. Auparavant éligible à ce dispositif, le Mali en a été retiré en 2024. Sa réintégration amoindrirait les effets négatifs des coupes budgétaires prévues.

• **Prévoir en amont des stratégies de sortie**

La perspective d'une réduction durable de l'aide extérieure impose de préparer des stratégies de sortie responsables. Celles-ci doivent renforcer l'autonomie des communautés bénéficiaires en leur donnant les moyens humains, institutionnels et financiers nécessaires pour maintenir les acquis des projets. Cela implique la formation de ressources locales, la mise en place de mécanismes de financement endogènes (coopératives, systèmes mutualistes) et l'intégration des actions humanitaires dans les politiques publiques nationales. Concernant les moyens des subsistances, il convient de s'assurer, avant tout arrêt de financement, que les populations locales se sont approprié les techniques d'agriculture résiliente (agroécologies, irrigation de proximité, diversification des cultures), et qu'elles ont développé des chaînes de valeur locales favorisant la transformation des produits. Ces mesures réduiraient la dépendance et protègeraient des conséquences des réorientations ou baisses budgétaires.

• **Saisir l'opportunité de la réduction des fonds pour accroître la localisation de l'aide**

Les coupes budgétaires allemandes doivent être saisies comme une opportunité pour accélérer le mouvement de localisation de l'aide. L'inclusion des ONG locales et des acteurs communautaires dans tous les projets, par exemple au sein de consortiums, réduirait la dépendance vis-à-vis des structures internationales coûteuses et favoriserait l'appropriation nationale. Cela renforcerait également la légitimité, l'ancrage social et l'efficacité des interventions, grâce à une meilleure compréhension des contextes et des besoins réels. Sa mise en œuvre suppose toutefois plusieurs préalables : la formation des ONG locales à la gestion financière, au suivi-évaluation, à la gouvernance et à la redevabilité ; la création de programmes de mentorat entre ONG internationales et structures locales pour transférer les compétences ; et l'inclusion systématiquement des représentants d'ONG locales dans les mécanismes de coordination humanitaire (clusters, plateformes sectorielles, etc.).

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT MALIEN

Le gouvernement malien est à la croisée des chemins. Dans un contexte de crises multiples, les besoins des populations dépassent les capacités de l'État. Depuis plusieurs années, les ONG nationales et internationales assurent la fourniture de services essentiels, suppléant l'État. Les autorités maliennes doivent en faire des partenaires stratégiques en créant un cadre juridique, économique et politique propice à l'action humanitaire et au développement. Faciliter leur travail est une condition de la survie et de la résilience des communautés maliennes dépendantes de l'aide. L'État malien doit leur permettre d'opérer dans des conditions saines, transparentes et sécurisées. La mesure récemment envisagée, la taxation des fonds humanitaires, contredit cette logique et constitue une « ligne rouge » pour les bailleurs. Ces ressources, destinées à répondre aux besoins vitaux des citoyens maliens, voient leur impact réduit tout en décourageant les bailleurs restants, limitant les flux financiers, accentuant la marginalisation du Mali, et entraînant le départ ou la réduction des activités de certaines organisations, au détriment des populations les plus vulnérables.

Plutôt que d'adopter des mesures restreignant les activités des ONG, le gouvernement malien doit assumer pleinement ses responsabilités en :

- reconnaissant leur rôle de partenaires dans la fourniture de services sociaux et humanitaires ;
- simplifiant les procédures administratives et fiscales ;
- garantissant la sécurité des travailleurs humanitaires ;
- Institutionnalisant un cadre de dialogue régulier entre autorités, société civile, ONG et autres partenaires. Ce cadre n'est pas une contrainte, mais un levier pour renforcer la crédibilité du gouvernement malien, en donnant plus de cohérence et d'impact aux initiatives sur le terrain. La question de la gouvernance ne peut être éludée. Les partenaires internationaux conditionnent leur aide au respect des principes de bonne gouvernance et des droits humain. Un dialogue conditionnel est donc essentiel : l'aide internationale doit s'accompagner de réformes concrètes en matière de transparence, de responsabilité et de respect des libertés fondamentales. Ce n'est qu'ainsi que les efforts humanitaires et de développement pourront s'aligner durablement sur les efforts locaux et contribuer à une véritable résolution de la crise.

Le gouvernement malien doit reconnaître que les ONG ne sont pas seulement des intermédiaires de l'aide internationale, mais des acteurs essentiels compensant les faiblesses structurelles de l'État dans la réponse aux besoins sociaux. En créant un environnement favorable, en renonçant à taxer les fonds humanitaires et en engageant un dialogue constructif sur la gouvernance, il enverrait un signal fort de coopération avec ses partenaires pour rétablir la confiance, protéger les plus vulnérables et favoriser une stabilité durable.

RÉFÉRENCES

- Ba, F. E., (2023, 16 février). « [L'aide publique et humanitaire de la France n'est plus la bienvenue au Mali](#) ». IRIS. Consulté le 2 août 2025.
- Emaajo, E. F., (2025, 17 juillet). « [Germany's deep aid cuts threaten millions worldwide. Development aid](#) ». Consulté le 1er août 2025.
- Fualdes, N., et al., (2025, 22 juillet). « [Alliance des États du Sahel : la Belgique et le Luxembourg envisagent de couper les financements](#) », Jeune Afrique. Consulté le 24 juillet 2025.
- FTS-UNOCHA, (2024). « [Mali Besoins Humanitaires et Plan de Réponse 2024](#) ». Financial Tracking Service. Consulté le 29 juillet 2025.
- FTS-UNOCHA, (2025). « [Mali Besoins Humanitaires et Plan de Réponse 2025](#) ». Financial Tracking Service. Consulté le 28 juillet 2025.
- Haidara, B., (2024). « [Spotlight on Humanitarian–Development–Peace Nexus Implementation in Mali: Civil-Military Cooperation from a Decolonial Perspective](#) ». BICC.
- Hall, L., (2024, 7 janvier). « [Sweden stops aid for Mali](#) ». Euroweekly. Consulté le 4 août 2025.
- Müller-Koné, M., et al. (2024). « [How can the HDP Nexus Work from the Bottom Up?: A Discussion Paper on Implementation Challenges from a Decolonial Perspective. Insights from Iraq, Mali and South Sudan](#) ». BICC.
- Nations Unies. (2025). « [Faim : Gaza, Haïti, Soudan, Soudan du Sud, et Mali placés en alerte maximale](#) ». Consulté le 10 août 2025.
- Südhoff, R., (2024, 28 septembre). « [Neither player nor payer? What Germany's new humanitarian strategy and a radically reduced budget mean for the future of its humanitarian aid](#) » CHA. Consulté le 1er août 2025.
- UNOCHA. (2025). « [Mali : Besoins humanitaires et plan de réponse 2025](#) (janvier 2025) ». Consulté le 28 juillet 2025.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Boubacar HAIDARA

Chercheur senior au Bonn International Centre for Conflict Studies (BICC) ; chercheur associé au laboratoire Les Afrique dans le Monde (LAM), Sciences-Po Bordeaux.

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

